

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

CHYPRE: LA VOIE À SUIVRE

**CYPRUS: THE WAY
FORWARD**

Edited by / Sous la direction de

Aris Petasis

With Associate Editor/Avec la collaboration de

Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Stephanos Constantinides

George C. Georgiou

Solon Kassinis

Hilal Khashan

Theodoros Kyprianou

William Mallinson

Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé

Aris Petasis

Volume 22, No 2, Autumn / Automne 2014

2

La voie à suivre pour Chypre

Aris Petasis*

Le potentiel économique de Chypre et ses perspectives politiques sont maintenant à la croisée des chemins. Le pays connaîtra la prospérité économique ou le marasme économique continu en fonction de la façon dont ses réserves énergétiques offshore seront gérées et sur la façon dont il saura forger des alliances avec ses voisins. Une Turquie en maraude, menace Chypre et a déjà envahi sa zone économique exclusive (ZEE) avec les États-Unis, qui observent un silence assourdissant face à l'agression turque et la Grande-Bretagne, en apparence un garant de l'intégrité territoriale de Chypre, mais se comportant exactement de la même manière. Il n'est donc laissé d'autre choix à Chypre que de se tourner vers ses pays voisins: la Grèce, Israël, l'Égypte, le Liban et la Jordanie et également à la Russie et l'UE pour le soutien et la condamnation de la violation flagrante par la Turquie du droit international. Des réunions de haut niveau entre Chypre et chacun de ces pays ont déjà commencé. Chypre a d'urgence besoin d'amis ayant des intérêts communs si elle veut explorer et utiliser sa richesse en mer et faire face à ses problèmes économiques majeurs.

Chypre connaît sa pire crise économique depuis l'invasion du pays il y a quelque 40 ans par l'armée turque qui, à ce jour, la tient toujours en otage par la force des armes. L'économie de Chypre est en lambeaux avec près d'un employé sur cinq sans travail ou exécutant certaines tâches subalternes et mal payées pour se tenir occupé. Des milliers de jeunes professionnels à l'avenir prometteur ont émigré à la recherche d'un futur meilleur. L'investissement s'est tari car le gouvernement a une lourde dette et ne peut pas investir dans des projets de développement; le système bancaire est cassé, discrédité et impose des frais et des taux d'intérêt prohibitifs pour effectuer des prêts, ce qui rend l'investissement interne impossible. L'investissement étranger sérieux est quasiment absent. Par conséquent, le redémarrage de l'économie chypriote ne sera pas chose facile et ne semble pas être à l'horizon. La confiance est à son

* Member of the Board of Trustees, International Fund, Moscow State Aviation Technological University

plus bas niveau et cela nuit à toute tentative de l'amélioration de la situation. Les habitants de Chypre passent par de grandes difficultés et il ne semble pas y avoir de lumière au bout du tunnel autre que l'utilisation de ses réserves d'énergie. Par l'énergie on espère: a) réduire les coûts d'énergie paralysants (Chypre possède les factures d'électricité les plus chères de l'UE) et b) exporter le surplus d'énergie afin de constituer progressivement un fonds souverain sérieux pour les générations futures.

Les réserves d'énergie sont une question de vie ou de mort pour Chypre car elles touchent également les questions de l'indépendance et de la souveraineté. L'énergie n'est pas un élément isolé qui est séparé de l'ensemble. Dans le cas de Chypre l'énergie est étroitement liée à: a) l'occupation turque et les ambitions turques pour un contrôle total de l'île; b) la «solution» du problème de Chypre d'une manière qui rendra le gouvernement de Chypre après cette "solution" inexistant et impuissant à établir une relation avec la Russie, pays qui a historiquement soutenu Chypre à des moments difficiles car le désir des Américains et des Britanniques est de voir la Russie enfermée dans la mer Noire et aussi loin de Chypre que possible; c) les intérêts des entreprises multinationales et leur désir d'obtenir la plus grande part si possible sur les réserves énergétiques de Chypre; d) la dépendance énergétique de l'Europe envers la Russie et le désir de certains de réduire cette dépendance; e) la stratégie hautaine de la Turquie de devenir le gendarme régional sans rendre de comptes à personne; f) la puissance et le contrôle des mers de la Méditerranée orientale par la force maritime menaçante de la Turquie, compte tenu de l'importance des mers en tant que dépositaires de l'énergie; g) l'économie et la capacité de Chypre à se libérer de l'étreinte de la crise financière; et h) l'énergie comme une catapulte pour de nouvelles alliances en dehors de celle de l'ancienne puissance coloniale de la région et de son successeur.

Theodoros Kyprianou et Aris Petasis traitent conjointement dans ce numéro *d'Études helléniques/Hellenic Studies* de la question de l'approche holistique dans la prise de décisions et apportent des exemples et des expériences du domaine de la gestion, de l'économie et de la médecine pour démontrer que l'action isolée ad hoc et en dehors du cadre d'un système, échoue inévitablement, même si le hasard et la chance jouent leur rôle en faveur de la décision ad hoc. Un ensemble complet est composé de parties qui agissent ensemble de manière efficace et en harmonie, aidant le système à améliorer son rendement et son

efficacité. Les systèmes efficaces assurent que les parties travaillent en synergie et pour le plus grand bien de chaque partie et du tout. Mais les systèmes doivent être renouvelés et en tant que tels car ils ont besoin d'opérer ouvertement pour se permettre de bénéficier de l'échange d'informations avec l'environnement. L'homéostasie dynamique est au cœur des rouages d'un système, car celle-ci lui permet de s'ajuster au changement et de se renouveler sans perdre son équilibre.

Les décideurs au niveau des politiques doivent donc tenir compte de l'importance de mesurer chaque action en termes d'influence et de l'impact sur les autres parties du système. Un bon médecin sait qu'en prescrivant un médicament pour lutter contre une maladie il fait courir le risque de créer un nouveau problème compte tenu du processus de contre-indications et du fait que toutes les parties du corps humain sont interdépendantes. De la même manière les gouvernements devraient savoir que, par exemple, toute caution à l'encontre des déposants (permettant à la banque de prendre « légalement » leur argent et le convertir en fonds propres inutiles) va certainement avoir des effets néfastes sur d'autres parties de l'économie en raison de la perte de confiance. Donc, pas une seule action ne doit être évaluée indépendamment du système parce que toute action a un impact large et fondé sur le tout, comme prévu.

Les auteurs soutiennent que les approches holistiques prennent en compte la situation d'ensemble qui englobe le matériel ainsi que l'immatériel: les choses matérielles, les gens, les émotions et les fondamentaux économiques, sociaux, financiers ainsi que spirituels, etc. Les auteurs concluent que, aux fins d'une meilleure efficacité, aucune question ne doit être considérée de manière isolée et en dehors du contexte de parties interdépendantes. Tous les articles de ce numéro démontrent l'interdépendance des actions et la nécessité d'adopter une perspective plus large lors de l'analyse, même pour la plus simple des décisions, des événements ou des actions. Dans le cadre de l'approche holistique toutes les actions doivent être évaluées au regard du critère de la contribution; si elles ajoutent ou soustraient à l'ensemble. De même, et compte tenu de la fluidité de l'environnement dans lequel les gens fonctionnent, il faut se rappeler que les approches d'hier ne répondent pas nécessairement aux problèmes d'aujourd'hui; chaque nouveau problème doit être évalué de manière globale et au bon moment.

William Mallinson dans son article percutant et pertinent sur les événements d'aujourd'hui, rappelle au lecteur les dures réalités qui doivent être prises en considération par la Grèce et Chypre lors de la prise des décisions stratégiques au sujet de leur avenir. Mallinson souligne le fait que les deux pays sont des acteurs périphériques de la Méditerranée orientale. L'élite politique de ces deux pays est bien consciente de ce fait. La lucidité dans le titre de cet article, "la Grèce et Chypre, 'matière' de la géopolitique", prépare le lecteur de ce qui l'attend. Mallinson met en exergue la position selon laquelle la Grèce et Chypre n'ont jamais été à même d'agir de façon indépendante, parce que depuis des décennies ces pays ont été sous le contrôle politique et hégémonique de la Grande Bretagne, puis des Etats-Unis en tant que successeur de l'empire britannique au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale. La Grèce et Chypre continuent à être dans la même position que celle qui était la leur après la Seconde Guerre mondiale; d'où le terme 'matière' de la géopolitique dans le titre de l'article qui est convaincant. Jouer au ballon géopolitique est dangereux pour les deux pays, ce qui les conduit à agir sous la pression exercée par les puissances hégémoniques et leur proche allié, la Turquie, en faveur de leurs propres intérêts.

Le souci obsessionnel de la présence de la Russie dans la Méditerranée orientale pour les Etats-Unis et son plus petit et plus faible allié, la Grande-Bretagne, est l'une des raisons pour lesquelles ces deux pays prennent des décisions sur des questions touchant la Grèce et Chypre qui sont conçues de manière à ne jamais leur permettre de rester proches de la Russie qui partage avec ces deux nations la même religion et, surtout, des luttes communes, particulièrement contre l'agression ottomane / turque connue comme «La question d'Orient.» La Grande-Bretagne soutient les discussions internes sur la recherche d'une solution pour Chypre car cela lui convient bien. Tant que ces négociations se poursuivent à l'infini les bases britanniques à Chypre restent sécurisées. Une solution viable peut rapprocher les deux parties chypriotes ensemble dans leur opposition à la présence de bases britanniques à Chypre. Un rapprochement entre Chypre et la Turquie n'est pas dans l'intérêt de la Grande-Bretagne non plus. Chypre s'accommode d'avoir la Turquie comme un allié de l'OTAN, qui occupe la moitié de son territoire et contrôle son destin tandis que la Grande Bretagne y maintient tranquillement ses bases.

Les Etats-Unis souhaitent voir une solution au problème de Chypre qui

anéantit la partie grecque comme un décideur et de cette façon rend les Grecs impuissants à se prononcer en faveur d'une alliance d'une certaine forme, avec la Russie. Dans ce scénario, la Russie va être rejetée à l'infini hors de Chypre et de la Méditerranée orientale. Alors en tant que pays faibles et peu sûrs, la Grèce et Chypre ne sont pas pour le moment destinés à jouer un rôle d'importance dans les événements qui se déroulent et les touchent directement. Selon la politique actuelle ces deux pays continueront d'être marginalisés et sont comme les ballons de football de ceux qui contrôlent leur destin (Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie - allié de l'OTAN). Mallinson note que les Américains sont surtout préoccupés par la coopération stratégique turco-israélienne au Moyen-Orient, en particulier avec les événements en Syrie, donnant ainsi à cette question une grande priorité sur une Chypre "réunifiée" mais impuissante.

Les attitudes ne semblent pas avoir beaucoup changé en Méditerranée orientale depuis le jour où le premier Secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismay a défini honnêtement le rôle de l'OTAN comme visant "à maintenir les Américains dans [l'Europe], maintenir les Allemands vers le bas [en Europe] et de garder les Russes en dehors [de l'Europe]..

Dans son article de fond sur les trouvailles récentes concernant les ressources énergétiques de Chypre, Solon Kasinis affirme que Chypre se trouve désormais dans une position stratégique unique qui offre de grandes promesses et de grandes perspectives économiques, mais ajoute une mise en garde selon laquelle tout dépendra de la justesse des décisions qui seront prises dans l'avenir immédiat; tout ne va pas être simple. Les inimitiés et les tensions historiques entre les pays de la Méditerranée orientale et le cadre géopolitique de la région, ajoutent aux difficultés de la coopération entre les acteurs de la région. Chypre devra faire des alliances économiques et autres si elle veut bénéficier de ses réserves d'énergie. Les résultats positifs des activités des pays voisins qui ont découvert et produisent du pétrole et du gaz naturel sont encourageants, comme ces pays sont des partenaires et alliés potentiels de Chypre dans sa quête pour rejoindre les rangs des pays producteurs d'énergie.

De manière optimiste, le gaz naturel gagne en importance dans le monde entier et devient progressivement le combustible fossile classique 'préféré'. Cela devrait se poursuivre dans les prochaines décennies, parce que le gaz naturel est un combustible efficace et propre. Ainsi, la demande pour ce type de

carburant va augmenter. Même maintenant, le gaz naturel est au deuxième rang après le pétrole comme combustible fossile utilisé. Ainsi, le potentiel du gaz naturel est là et avec le temps ce potentiel sera réalisé. La région Est de la Méditerranée a tout à gagner de ces résultats car elle devrait devenir la quatrième plus grande région de production d'hydrocarbures dans le monde (après la Russie, le Qatar et la mer du Nord).

Visant à renforcer la sécurité des approvisionnements énergétiques, ainsi que l'autosuffisance énergétique et pour protéger le rôle géostratégique du pays, Chypre a participé pour la dernière décennie à la planification systématique de son secteur de l'exploration des hydrocarbures. Dans son article, Solon Kasinis traite de géopolitique et de la voie à suivre pour la monétisation de gaz. Le succès commence à partir du moment où Chypre a réussi à attirer les compagnies pétrolières et gazières pour l'exploration. Des questions telles que la nature de l'infrastructure et les structures commerciales qui doivent être mises en place dans la poursuite de la monétisation du gaz naturel de Chypre, devraient être réglées maintenant. En outre, les risques doivent être calculés correctement.

Chypre devrait aussi aborder la question des compétences et des ressources humaines qui seront nécessaires à cette fin; du travail à cet effet est déjà en cours. Kasinis aborde également la question de la coopération bilatérale ou trilatérale dans le domaine de l'exploration du gaz naturel, entre Chypre, la Grèce et Israël; tout en soulignant l'importance d'établir des relations avec d'autres pays de la région pour améliorer la stabilité et rétablir les relations pour le bien des pays de la région. En ce qui concerne l'exportation de gaz éventuelle de Chypre, l'auteur adopte sans équivoque la position selon laquelle «... le passage du pipeline à travers la Turquie doit être absolument exclu, puisque... [Ceci] permettra... le contrôle des flux de gaz chypriotes par la Turquie.” La possibilité pour un pipeline vers la Turquie devrait être discutée comme une question géopolitique après la résolution du problème de Chypre et la libération de 40% du territoire chypriote de l'occupation turque.

L'article de George Georgiou plonge dans les questions de l'énergie et des zones économiques exclusives (ZEE) et porte à l'attention du lecteur la complexité du problème. Il note que beaucoup trop de joueurs sont actuellement impliqués dans ce problème très compliqué. Il y a un réseau complexe de pays et d'institutions, qui devraient travailler ensemble, si des

avantages pour tous les participants de la région sont à réaliser. Ce réseau comprend entre autres: les politiciens, les sociétés d'énergie, les pays ayant des intérêts différents, le précédent historique, la confiance et la méfiance, des voies d'exportation, des alliances militaires etc...

En ce qui concerne Chypre, qui occupe une place centrale dans l'essai de Georgiou, les questions pertinentes vont au-delà des quantités, la monétisation et les itinéraires d'exportation, étant donné qu'il s'agit d'un pays faible, sans structures crédibles de défense et alors qu'il y a certains acteurs majeurs dont les intérêts sont alignés avec ceux de la Turquie. Chypre, par conséquent, a un besoin urgent de faire équipe avec les autres et de nouer des alliances. Probablement la question la plus importante à laquelle Chypre devrait répondre à ce stade est de savoir si oui ou non ce pays fera équipe avec Israël (en tenant compte des intérêts communs) pour l'exploration et l'exploitation de ses réserves d'énergie. Chypre est dans une situation économique désastreuse avec une dette souveraine gonflée qui dépasse maintenant les 100% du PIB, avec un système bancaire brisé dont les problèmes ne semblent pas disparaître, avec une faible confiance dans l'économie interne et externe et – ce qui est le plus important - avec une faible position politique. L'agression turque est toujours présente et entend continuer à intimider Chypre.

Chypre a besoin d'Israël pour lui fournir un cadre de sécurité dans le cas où les deux pays s'entendent sur l'exploration conjointe de leurs ressources énergétiques et de projets communs. Sans le parapluie de défense d'Israël, il est peu probable que Chypre sera jamais en mesure d'explorer sa soi-disant grande richesse. Sans protection, les sociétés internationales de pétrole et de gaz sont peu susceptibles de braver les menaces de la Turquie. Ainsi, tous les mouvements jusqu'alors intrépides de Chypre, peuvent dérailler sans l'alliance d'Israël. L'auteur est d'avis que, sans les réserves énergétiques d'Israël, sa protection et sa participation financière, l'avenir des réserves d'énergie de Chypre semble avoir peu d'espoir. Mais, Israël est confronté à ses propres problèmes existentiels et dépend dans une large mesure du soutien et de la bonne volonté de Etats-Unis. Ce qui est très important est que les Etats-Unis sont un allié de la Turquie qui pour l'instant est à couteaux tirés avec Israël. On peut donc s'attendre à une reprise du rapprochement entre Israël et la Turquie sous la pression des Etats-Unis qui ont beaucoup à gagner avec le rétablissement de l'amitié entre ces deux pays. Cette probabilité rend Chypre

craintive, compte tenu que la Turquie utilise des menaces contre Chypre et occupe 40% de son territoire depuis 40 ans maintenant. Le travail de Georgiou constitue clairement une lecture intéressante pour toute personne concernée par la géopolitique de la région et en particulier pour ce qui est de l'avenir de la relation entre Israël et Chypre et les possibilités de coopération.

Hilal Khashan retrace l'histoire des pays de la région (Moyen-Orient / Méditerranée orientale) et insiste sur les plaies ouvertes entre ces derniers. L'auteur examine les perspectives de la coopération sur les questions énergétiques entre ces pays, envisageant que l'énergie peut être potentiellement très lucrative pour eux, qui ont tout à gagner d'une coopération. Dans son article érudit, Khashan met en avant les facteurs de base qui empêchent ces pays de travailler ensemble de manière bilatérale ou multilatérale. La chaîne de facteurs qui freinent la pleine coopération comprennent: une histoire difficile, un mauvais rapport entre voisins, des questions de psychologie et de la méfiance, des intérêts nationaux que perçoit chacun des pays de la chaîne. Tous ces facteurs jouent un rôle invalidant l'effort pour obtenir un avantage maximal pour tous les pays de la région. L'histoire notamment a un impact fort sur la capacité de ces pays à travailler ensemble. Ajouter à cela le fait qu'il s'agit de pays anciens de la Méditerranée orientale avec de longues, longues histoires et de longues luttes.

L'auteur met habilement en évidence un autre problème sérieux dans le débat sur l'exploration de l'énergie : celui de l'exploration et de l'exploitation inégale du gaz dans les ZEE des pays de la région de la Méditerranée orientale. Ce fait pèse lourdement sur la question de la coopération et handicape sérieusement les tentatives de délimiter et résoudre les problèmes en suspens et les querelles persistantes concernant les zones économiques exclusives des voisins. Ainsi, deux préoccupations constituent des obstacles dans la voie de la coopération entre les pays de la région: a) l'histoire souvent turbulente et b) les irrégularités de l'exploration et de l'exploitation de gaz qui inhibent la résolution des différends et les querelles sur la délimitation des questions de la ZEE.

Ces deux facteurs majeurs créent un cocktail toxique qui empoisonne la voie vers une coopération pleine et transparente et l'exploitation des ressources précieuses des fonds marins de la Méditerranée orientale dont sont dotés les pays de la région. Ces questions importantes que l'auteur soulève de façon si

poignante dans son article, vont dans le même sens que les excellents articles sur le même thème des ressources énergétiques dans la région de George Georgiou et Solon Kasinis. Pris ensemble, les trois articles portent au plus haut niveau la compréhension du lecteur en ce qui concerne la question des réserves de pétrole et de gaz de la Méditerranée orientale et mettent en évidence les nombreux obstacles qui doivent être surmontés avant que l'exploitation économique de ces ressources naturelles devienne possible.

La question de la confiance entre les pays et les relations qu'ils ont entre eux pèse lourdement sur les questions en débat. Malheureusement, la perte de confiance n'est pas un événement aléatoire qui sort de nulle part. La perte de confiance est souvent cumulative et augmente à travers des actions et des résolutions répétées qui sont hostiles envers l'autre partie. Ainsi, la reconstruction de la confiance n'est pas facile et prend habituellement des années d'efforts et de bonne volonté. De fait, la question de la disponibilité de toutes les parties à coopérer, que l'auteur soulève dans son article, occupe une place importante parce que, comme il le soutient, les pays ne sont pas prêts à ce stade de leur histoire d'oublier le passé et de tourner la page. Des doutes persistants quant aux intentions de l'autre partie sont évalués dans un contexte historique. Pour l'instant une véritable action collective dans la région ne semble pas être une réalité, mais les choses pourraient changer dans un avenir proche étant donné les vastes avantages économiques qui peuvent être tirés de l'action collective et d'une coopération étroite. Pour que la confiance revienne, la région doit passer par une période ininterrompue de paix et de tranquillité entre les pays. La coopération actuelle entre l'Égypte, la Grèce, Chypre et Israël est un début prometteur; cela encouragera d'autres pays à se joindre à cet objectif commun.

Aris Petasis examine l'histoire de l'économie chypriote et conclut que l'absence de mesures correctives en temps opportun au cours des années a mis cette économie au bord de la catastrophe: une dette souveraine, qui ne cesse d'augmenter, aucun investissement sérieux pour relancer l'économie et le plus important un système bancaire qui est cassé, en constante diminution et ne semble pas être en mesure de traiter avec les prêts non performants qui ne cessent d'augmenter. L'auteur fustige l'incapacité des décideurs à évaluer l'impact des décisions individuelles sur le système économique de Chypre et de prendre des mesures correctives en temps opportun. Le coût élevé de fonctionnement du

secteur public n'a pas été apprécié (ou plutôt, il a été apprécié, mais peu a été fait par crainte de perdre les électeurs-employés du secteur public). Ce coût n'a fait que croître jusqu'au taux exorbitant de 21% du PIB au moment où en Allemagne ce taux était seulement de 7%. De même, l'incapacité de Chypre à exporter a été laissée sans surveillance alors que les importations n'ont cessé d'augmenter, financées en grande partie par l'emprunt. Cela a conduit à un déficit du compte courant de quelque 8% du PIB. Même si en apparence, la situation du compte courant a présenté une amélioration, sur le fond des percées n'ont pas été faites. Simplement, les importations diminuent à cause de la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. Il n'y a aucun changement significatif dans la capacité du pays à exporter. Le système bancaire a continué de fonctionner librement et avec seulement des contrôles rudimentaires. En fin de compte celui-ci a été victime de décisions imprudentes par des gestionnaires et des décideurs amateurs qui n'avaient au fond qu'une connaissance et une compréhension paroissiales des choses. Ces personnes n'ont pas su percevoir à temps la réalité. La Banque centrale de Chypre a échoué lamentablement dans sa tâche d'identifier et d'analyser les situations et de prendre des mesures pour endiguer le bilan négatif, de plus en plus considérable, des grandes banques. Cet échec a permis la construction d'un système bancaire hypertrophié qui a été programmé pour s'effondrer sous son propre poids et faire tomber l'économie dans son sillage. Le cautionnement des déposants - sans précédent - n'a fait que ruiner toute confiance dans le système bancaire de Chypre et par extension dans son économie.

Plutôt que d'essayer de restaurer la confiance perdue, qui pourrait attirer de nouveaux investissements, les décideurs politiques ont eu recours à la propagande et à des actions ponctuelles telles que l'octroi de visas investisseurs à des citoyens du tiers monde, sans voir que ceci n'est pas la solution à un problème profondément enraciné. D'autres tentent toujours de revenir à des pratiques destructrices du passé telles que la vente des terres et la création de programmes qui sont auto-destructeurs par leur nature même. On entend encore le terme «investisseur» appliqué à un spéculateur foncier; on oublie que quand un morceau de terre change de main, l'acheteur "investit" et le vendeur en même temps "désinvestit." L'acheteur convertit son argent dans la terre et le vendeur convertit sa terre en argent.

Petasis met en avant la position selon laquelle Chypre a un besoin urgent de surmonter l'énorme déficit de confiance qui a englouti le pays à cause des

mauvaises décisions du passé. Sauf si la confiance revient, l'économie de Chypre est tenue de demeurer dans le bourbier pour un long, long moment. La confiance ne peut être rétablie si Chypre ne fait pas les choses de la bonne façon et honnêtement. La propagande ne va pas restaurer la confiance. Des mots vides comme si les investisseurs étrangers faisaient la queue pour investir leur argent à Chypre. Ce pays doit retourner à la planche à dessin et concevoir une économie équilibrée basée sur ses avantages relatifs tels que ceux-ci existent dans le transport maritime et le tourisme, par exemple, mais aussi dans l'exportation des produits pour lesquels Chypre dispose d'un avantage relatif en raison de son histoire. Les produits et services de qualité sont d'une grande importance pour Chypre. Les tentatives visant à «convertir Chypre en un centre financier international» sont vouées à l'échec et ramèneront le spectre du passé. Pour l'instant, du moins, Chypre n'a pas les moyens de devenir un centre financier et surtout n'a pas la crédibilité nécessaire pour être un centre financier. Même chose avec la spéculation foncière et l'achat et la vente de terres qui mathématiquement va conduire à une autre bulle immobilière dans les prochaines décennies. Chypre a besoin d'urgence d'améliorer la qualité de ses produits et services et d'apporter plus de moralité à ses processus d'affaires, parce que la confiance dépend fortement de tels comportements. La qualité de la gestion au niveau des secteurs public et privé doit s'améliorer nettement, afin que des décisions futures correctes puissent être prises. La prise de décisions ad hoc et impromptues doit céder la place à la prise de décisions systématiques qui adoptent une approche globale des questions et des problèmes. La vision à court-terme doit céder la place à une pensée qui couvre un horizon global. Chypre doit: reconnaître toutes les mauvaises décisions et les comportements égocentriques du passé, exprimer des remords sincères, restructurer son économie, créer un service civil, qui va travailler pour le bien du contribuable et non pour le bien de quelqu'un d'autre. Chypre a besoin de réviser ses objectifs pour mettre l'accent sur la qualité et la valeur de l'argent. Sur ces prémisses l'économie de Chypre a de bonnes chances de renaître, reprendre vie et se renouveler en inversant la mauvaise situation actuelle et bâtissant une économie à fort potentiel.

Dans son essai de haute qualité, Miguel Moratinos, a réussi à combiner très avantageusement ses connaissances théoriques en profondeur des affaires internationales avec ses expériences larges et multiples de sa longue et brillante

carrière à la fois comme ministre espagnol des Affaires étrangères et représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient. Il a réussi à donner au lecteur un éclairage nouveau sur la géopolitique de la Méditerranée orientale et à mettre en avant certaines recommandations louables et des plus précieuses pour la gestion des nombreux défis auxquels cette région de la Méditerranée est aujourd'hui confrontée.

L'auteur retrace attentivement et avec beaucoup de diligence le passé, souvent ravagé par des conflits, de la région de la Méditerranée orientale en soulignant son importance à travers l'histoire. L'essai fait référence à l'impact sur la région de: a) la chute de l'Empire ottoman; b) la fin de la Seconde Guerre mondiale; c) la création de l'OTAN et de l'attribution par les États-Unis et de l'OTAN à la Turquie du rôle de gendarme régional au détriment des autres pays et, surtout, au détriment des alliés de l'OTAN, Grèce et Chypre, ce dernier pays maintenant semi-occupé par les troupes turques; d) l'impact sur la zone de la guerre froide et ses conséquences après la chute du mur de Berlin; et e) le nouvel antagonisme entre les États-Unis et la Russie qui amène dans la mêlée d'autres pays, par exemple l'UE qui risque de perdre beaucoup avec l'application des sanctions américaines sur la Russie, en raison de la crise ukrainienne.

En ce qui concerne Chypre l'auteur note que, depuis l'Antiquité, les grandes puissances de l'époque convoitaient l'île en raison de sa position géostratégique en Méditerranée orientale. Le fait que les étrangers se mêlent des affaires de Chypre est vieux comme le monde, conduisant souvent à la confrontation entre les acteurs qui souhaitaient d'exercer leur hégémonie dans la région, avec l'île comme proie. La nouvelle géopolitique de notre époque menace d'engloutir la Méditerranée orientale dans de nouvelles aventures qui empêcheraient les pays de la région d'exploiter leurs ressources et de coopérer à l'amiable pour l'utilité commune. La nouvelle et tout à fait inutile confrontation Est-Ouest est à l'origine des problèmes de ces pays, dont la plupart ne souhaitent pas être empêtrés dans les bagarres avec d'autres États. Cela coûte beaucoup à l'Europe, à la Russie et à la région. Les défis de la région, tels que les nouveaux conflits arabo-musulmans, israélo-arabes etc. ont un impact lourd sur celle-ci. Les questions économiques se sont ajoutées à cette crainte. Le plus important pour Chypre, ce sont les nouvelles découvertes de ressources énergétiques dans la région, qui créent de nouvelles tensions avec la Turquie dont l'action est

menaçante. Pour l'auteur, il est clair que les différends sur l'énergie devraient être résolus selon le droit de la mer et rien d'autre. Le droit international doit prévaloir.

Miguel Moratinos fait référence au problème de Chypre et à la semi-occupation de ce pays ainsi qu'au problème israélo-palestinien qui pèsent lourdement sur la paix dans la région. Il fait très judicieusement le point sur la résolution de ces problèmes qui a été laissée aux grandes puissances et particulièrement aux États-Unis. Rien n'est sorti de cette approche, prouvant les limites des pouvoirs de coercition et de la diplomatie des superpuissances. Ainsi, une nouvelle stratégie est nécessaire. L'auteur fait appel à l'Union européenne, à peser et à mettre à profit ses propres capacités et son grand potentiel pour fournir des solutions équitables aux problèmes de longue date. Mais, l'UE devrait d'abord comprendre les dimensions des problèmes qui affligent la Méditerranée orientale, tout en donnant la priorité à la résolution de ces problèmes. Le problème de Chypre doit cesser d'être manipulé par les anciennes puissances coloniales ou leurs successeurs. L'auteur ne parvient pas à comprendre pourquoi la Grande-Bretagne devrait occuper 5% de Chypre, un héritage datant des années d'avant 1960 ou pourquoi les solutions doivent suivre les directives de l'OTAN. L'UE devrait établir et mettre en œuvre sa propre défense et des arrangements garantissant la sécurité de la zone, la paix et la stabilité dans la région. La reconnaissance de deux États, Israël et la Palestine sera décisive dans l'élaboration et l'établissement du processus de la coopération régionale et l'intégration sur le modèle de l'UE.

La création d'une Haute Autorité de l'énergie est au cœur de la pensée de Moratinos, en ce qui concerne la gestion des ressources énergétiques de la région. C'est ce qui est arrivé avec succès en 1951 pour le charbon et l'acier et a réuni l'Allemagne et la France. L'avenir de la relation russo-américaine affectera inévitablement la région. L'auteur suggère judicieusement que les pays de la région doivent agir en toute indépendance des grandes puissances, en examinant leur propre potentiel géostratégique sur le mérite et divorcer des grandes puissances. Cela permettra de libérer les pays de la région de leur statut de subalternes, de sous-traitants ou de mandataires des grandes puissances.

Stephanos Constantinides retrace méthodiquement les nombreux développements qui sont en train de prendre forme dans la Méditerranée

orientale à la suite des changements radicaux qui ont eu lieu dans la région au cours des dernières années. Il met en lumière les récents événements tumultueux dans la région et plus particulièrement l'échec du «Printemps Arabe» qui a contribué à démêler le plan prétentieux de la Turquie à devenir le leader régional, néo-ottoman. Les développements sur le front iranien, l'impasse israélo-palestinienne, l'autonomie kurde, l'effusion de sang en cours en Irak et en Syrie, les alliances changeantes dans la région et la présence des grandes puissances politiques ont la place qui leur revient dans l'analyse de Stephanos Constantinides.

Il relie habilement tous ces événements à Chypre et les dangers auxquels ce pays est confronté, mais aussi les opportunités que ces évolutions peuvent lui créer dans sa tentative d'exploiter ses ressources énergétiques et de se libérer du joug de l'occupation turque. Les effets néfastes de ces événements sur la Turquie sont finement résumés et donnent un peu d'espoir à Chypre en ce qui concerne sa capacité à repousser l'agression turque, qui a vu la marine de la Turquie envahir sa zone économique exclusive (ZEE), et mettre un terme aux plans turcs de saborder ses efforts pour exploiter ses ressources naturelles.

L'ambition de la Turquie pour l'hégémonie dans la région et pour devenir le leader des populations musulmanes sunnites a subi un lourd coup à la suite de ces stratégies mal conçues, qui ont provoqué une confrontation avec deux puissances dans la région: l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Succinctement l'auteur fait valoir que l'Égypte (ou «mère du monde» pour les Égyptiens) a mis fin aux rêves turcs à l'hégémonie. La rupture de la Turquie avec Israël a ajouté aux malheurs turcs dans la région, tout en offrant à Chypre et la Grèce une chance pour une alliance avec Israël au profit des trois pays, et qui peut fournir à la force aérienne israélienne l'espace aérien nécessaire chypriote et grec. La politique affichée de la Turquie de «zéro problème» avec ses voisins est devenue une plaisanterie de mauvais goût étant donné que ce pays est désormais en désaccord avec presque tous ses voisins. Le dégel progressif des relations entre l'Occident et l'Iran n'est pas non plus une évolution en faveur de la Turquie. La Turquie est aujourd'hui confrontée à trois problèmes graves: a) les Kurdes et leur lutte dont l'objectif est l'autonomie ou l'indépendance qui a maintenant plus de chances de se réaliser; b) la Syrie et la tentative chaotique de la Turquie à renverser Assad, son ancien allié, par voie d'alliance avec des groupes islamistes d'insurgés; et c) l'économie turque fragile, qui souffre de «déficits

jumeaux», de déficits budgétaires et de comptes courants négatifs.

Compte tenu des changements géostratégiques actuels dans la région, Chypre et la Grèce sont deux pays appelés à redéfinir leurs alliances en accordant plus d'importance au Moyen-Orient qu'ils ont négligé pendant de nombreuses années. Bien que l'Occident ne joue plus le rôle central d'antan, l'Amérique est toujours au centre des événements et continue d'être un ardent défenseur de la Turquie. La Grèce et Chypre doivent maintenant se tourner d'urgence vers la Russie comme leur ami traditionnel, l'Égypte et Israël, tout en sachant que les relations tendues israélo-turques seront inévitablement réparées un jour. La question de l'énergie jouera un rôle central dans la formation de nouvelles alliances et de relations en Méditerranée orientale et il faudrait se positionner pour cela à temps.